

L'ÉVALUATION D'IMPACT SUR LA SANTÉ (EIS)

POUR LES NULS

La méthode d'évaluation d'impact sur la santé consiste à montrer comment une politique, un programme ou un projet qui porte sur n'importe quel domaine, autre que la santé, tel que l'économie, l'environnement, la sécurité, l'éducation, le logement, les transports etc. peut avoir un effet sur la santé des populations.

On part du principe que la santé n'est pas seulement l'absence de maladie. Être en bonne santé, c'est se sentir bien dans son corps et dans sa tête, avec ses proches, sa famille, ses amis, ses collègues, ses voisins, dans son quotidien, à la maison, au travail ou dans ses activités de loisirs. Être en bonne ou mauvaise santé, c'est une situation qui évolue, en fonction des conditions dans lesquelles on vit (comment on est logé, où on vit, l'air qu'on respire, le travail que l'on fait...), en fonction de son mode de vie (comment on se nourrit, est-ce qu'on pratique un sport, etc.), en fonction aussi des difficultés ou des facilités à mener sa vie comme on le voudrait.

L'évaluation d'impact sur la santé consiste à examiner en détail une politique, c'est à dire :

- ce qu'elle prévoit de faire (par exemple, faire progresser les revenus des personnes, augmenter ou diminuer le temps hebdomadaire de travail, taxer le tabac, renforcer la protection au travail, etc.),
- ce que cela va entraîner (plus ou moins de pouvoir d'achat, plus ou moins de loisirs, moindre consommation de tabac, des conditions de travail moins dangereuses, etc.),
- qui va être concerné (tout le monde ou certaines catégories de population),
- comment cela va changer les conditions de vie de ces personnes.

Il s'agit de démontrer le lien entre ce qui est prévu et les effets sur la qualité de vie, le bien-être et la santé des personnes. Par exemple : si on taxe le carburant diesel, si on fait des pistes cyclables, si on améliore la disponibilité en transports en commun, on aura moins de voitures polluantes, plus de personnes qui utilisent les transports en commun ou leur vélo dans les villes. De ce fait, on améliore la qualité de l'air que l'on respire et on diminue le nombre de maladies respiratoires.

Cette méthode a été appliquée aux programmes des candidats à la présidentielle 2017. Est-ce que les différentes mesures proposées dans les programmes sont susceptibles d'améliorer ou d'aggraver les conditions de vie des personnes, et par extension leur santé ? Qui au sein de la population (jeunes, personnes âgées, urbains, ruraux, catégories aisées et défavorisées, actifs, retraités, etc.) est concerné, c'est-à-dire qui bénéficient, et dans les mêmes proportions, des effets positifs de ces mesures ou au contraire, en subissent les conséquences négatives ?